juger un phénomène social ou politique seulement d'après ses résultats, mais bien plus d'après le développement historique des forces qui l'engendrent et l'accompagnent. Dans sa brillante critique philosophique de l' « idéologie allemande », il rappelait aux philosophes allemands que, avant de pouvoir faire leur histoire, les hommes avaient dû vivre les conditions d'où l'histoire était surgie. Avant de vivre, il faut qu'existent les moyens matériels qui conditionnent cette vie. Il en était ainsi il y a cent mille ans et il en est encore de même de nos jours. Marx savait aussi bien que n'importe qui que, quoique prédominante, la substance matérielle n'était pas l'unique catégorie. Avec la satisfaction des besoins matériels primordiaux, ces besoins accrurent. Il y a tendance à accroître, améliorer et affiner la substance matérielle. L'expérience et la conscience réagissent à leur tour et deviennent des potentiels indépendants qui croisent l'existence matérielle. C'est pour cela que Marx appela sa méthode d'explication matérialiste, non pas **économique,** mais historique, ou — ce qui était pour lui équivalent — dialectique.

Celui qui veut expliquer l'histoire, doit donc débuter en marquant comment et par quels moyens les hommes ont fait leur vie. C'est une règle qui s'applique aussi à l'histoire de la Deuxième Internationale.

III

Ce serait une manière bien peu déterministe que d'expliquer le devenir de la Deuxième Internationale et de ses chefs en n'employant que l'épithète trahison. Ceux qui le font — comme d'autres se contentent encore de le faire par rapport à la Troisième Internationale — manipulent, d'une manière par trop subjectiviste, le dynamisme de l'histoire de 1889 à 1914.

Personne ne pourrait soutenir qu'un Bebel et un Liebknecht, et à priori pas même un Bernstein, poursuivaient consciemment la mécanisation des doctrines socialistes et leur ravallement à une idéologie petite bourgeoise. Et pourtant, l'analyste de l'histoire ne pourrait nier que la direction qu'imprimèrent Liebknecht et Bebel — pourtant des élèves de Marx et d'Engels — au mouvement socialiste, par leur subordination pratique et l'attachement psychologique à l'idéologie de l« Etat populaire » de Lasalle, n'était d'essence spécifiquement allemand et même prussienne. Les hommes ne peuvent se défaire complètement de leurs anciennes traditions et de leurs vieilles idoles que dans un procès idéologique complètement neuf. Bebel et Liebknecht — pour ne nommer que ces deux purs honnêtes — n'ont pas extirpé le fiel chauvin qui subsistait dans le mouvement ouvrier allemand, malgré l'épisode des lois exceptionnelles contre les socialistes et l'affirmation bruyante de leur détachement de toute patrie. La classe ouvrière réclamait, dans le cadre national, un relèvement économique et politique de sa situation matérielle et morale.

Des « jeunes » apportèrent, vers 1890, des preuves morales de l'embourgeoisement du parti et de sa contamination par le chauvinisme. F. Domela Nieuwenhuis, appuyant les « jeunes », avait raison en sonnant l'alarme dans son livre : « Socialisme en danger ». Mais tout cela ne pouvait être admis par la masse qui voyait dans son parti allant de succès (parlementaire !) en succès, l'instrument prédestiné de son émancipation. Les ouvriers ayant une profession se sentent surtout attirés vers l'organisation par le désir de faire valoir directement leur mérite professionnel. Aussi, ils sont plus enclins à se laisser prendre aux illusions réformistes, que les ouvriers membres des partis politiques, à qui on fait quand même miroiter, quoique dans le lointain le but général du mouvement.

Le réformisme n'est que le rapetissement petit bourgeois des buts socialistes et leur adaptation à l'idéologie et à la pratique du capitalisme. Vu sous l'angle du dynamisme historique du mouvement ouvrier, il est le réflexe des désirs et besoins ouvriers immédiats, transformé en une disposition d'esprit bureaucratique par la direction.

Nous parlerons plus particulièrement de la direction du mouvement. Mais il importe de souligner que la pratique réformiste existe dès avant la campagne internationale du revisionnisme théorique. Ni Kautsky, ni Bernstein n'apportèrent du neuf. Ce qu'ils donnèrent n'était que sophismes dans lesquels on essayait d'introduire quelques schémas théoriques de Marx. Quant à prouver, quoique ce soit à l'aide de ces « théories », il n'en était guère question. Seuls, les Russes Plekhanov et Lénine, et surtout Rosa Luxembourg surent garder le fil d'Ariane dans

le labyrinthe spirituel de cette école scolastique. Sous l'auréole de la politique de la démocratie parlementaire s'épanouissait le raffermissement national du capitalisme. Derrière les coulisses de ce parlementarisme pacifique se rassemblait le potentiel inhérent aux groupements capitalistes nationaux, entraînés dans la concurrence mondiale. C'était la recherche vers l'expansionnisme de forces de production étouffant dans les cadres nationaux des débouchés et qui devait trouver sa destinée : l'impérialisme.

L'impérialisme politique est à l'impérialisme économique ce qu'est l'ombre à la lumière, quoiqu'il semble souvent que l'ombre naît avant la lumière. Le capital ressemble au héros de Goethe qui voulait le bien mais engendrait le mal, et parfois engendrait le bien tout en voulant le mal. Le démon qui possède le capitalisme a montré l'obsession de ce dernier à conquérir le monde.

La direction de la Deuxième Internationale a cru pouvoir arrêter ces forces sociales objectives grâce à sa force idéologique. Ne pensait-elle pas qu'avec tant de députés, tant de syndiqués et tant d'argent dans les puissantes caisses d'organisation, elle aurait pu conjurer le péril d'une conflagration. Et n'avait-elle pas surtout mis son espoir suprême dans la force de sa diplomatie politique. Dans son dernier discours, prononcé au Cirque Royal de Bruxelles quelques jours avant le déclenchement de la guerre, Jaurès exprima cette présomption dans cette phrase : « Attendez, camarades, demain vous verrez ce que peut la diplomatie socialiste ! » Karl Liebknecht lui répondit en 1915 : « Des sages s'imaginent pouvoir empêcher l'œuvre satanique des diplomates, et, pourtant, il suffit d'un tourne-main pour transformer les premiers en instruments des derniers ». Et c'était vrai ! Les chefs de la Deuxième Internationale avaient toujours prétendu détenir la force. Les résolutions de Stuttgart (1907) et de Bâle (1912) avaient été les points culminants de cette affirmation de puissance.

Il faut se demander ici : ces chefs trompaient-ils sciemment quand ils affirmaient leur puissance ? Leur foi n'était-elle qu'imposture, semblable à l'industrie des sorciers des temps primitifs ? Il y a lieu de tenir compte du reflexe psychologique que subissent les chefs qui se trouvent appelés à diriger des masses. Les besoins de ces masses se modifient continuellement, tandis qu'eux, les chefs, continuent à vivre des idées qui leur donnèrent leur pouvoir et qui se trouvent déjà être en contradiction avec les intérêts de ces masses, donc de la classe. Le professeur Robert Michels, dans son étude : « Soziologie des Parteiwezens »(1), a entrepris de démontrer, à l'aide d'une masse de matériaux se rattachant à la structure et au fonctionnement interne des partis de la plupart des pays de l'Europe occidentale, le procès psychologique des chefs de la Deuxième Internationale.

Pareille collusion fut impossible en Russie. L'illégalité, vers laquelle le despotisme russe avait poussé le mouvement socialiste, enlevait toute base organique à une pareille transformation. La classe ouvrière et surtout son avant-garde — et même des gens du type de Martov et des syndicalistes — sentaient toute l'absurdité d'une acclimatation des doctrines bernsteiniennes en Russie. Au surplus, l'analyse impitoyable d'un Lénine et ses critiques contre Martov trouvèrent, dans l'avant-garde socialiste, un appui immédiat. Cette circonstance, ainsi que la situation sociale d'avant-guerre en Russie, permirent aux bolchéviques de développer leur lutte contre les menchéviks — et même contre les menchéviks de gauche — sans la limiter aux dimensions de querelles intestines de parti comme ce fut le cas en Europe occidentale. Du crétinisme parlementaire avec ses gestes de Caïn, de la bureaucratisation des syndicats selon l'exemple allemand et anglais, de coopératives adoptant comme maxime : les affaires sont les affaires, il n'en fut pas question, ou très peu seulement, en Russie. Ce ne fut que pendant la guerre que l'abcès des théories réformistes perça et ceci grâce à l'excès du nationalisme.

(A suivre). A. SOEP.